

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

Villeurbanne, le 10/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société SOGRAP

Lieu dit « En Chalosset »
69 170 Saint-Marcel-L'Eclairé

Références : UDR-SSDAS-22-246-YG

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2022 dans l'établissement SOGRAP implantée au lieu dit « En Chalosset » 69170 ST MARCEL L'ECLAIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOGRAP
- lieu dit « En Chalosset » 69170 ST MARCEL L'ECLAIRE
- Code AIOT dans GUN : 0006109043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SOGRAP matériaux exploite sur la commune de MARCEL L'ÉCLAIRÉ, une carrière de roches massive.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de la mise en demeure

Principale(s) installations contrôlées:

Zone de transit et de recyclage des déchets du BTP .

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

es fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi d'un arrêté Préfectoral de mise en demeure	Arrêté préfectoral de mise en demeure 09 septembre 2021 -Article 1	/	Levée de la mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 28 mai 2021, l'IIC avait constaté qu'une activité de transit avait lieu en dehors du périmètre autorisé. À la suite de la visite d'inspection du 28 mai 2021, un arrêté préfectoral de mise en demeure imposant notamment la remise en état du site a été établi et signé le 09 septembre 2021. Une visite le 22 juillet 2022 avait constaté le non-respect de ces dispositions. L'exploitant s'est alors engagé à remettre en état le site dans les plus brefs délais.

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'IIC a constaté que l'exploitant respecte les prescriptions de la mise en demeure du 09 septembre 2021, l'ensemble des déchets inertes entreposés en dehors du périmètre autorisé ont été évacués, des blocs de pierres ont été disposés en limite de site pour délimiter la zone autorisée. L'exploitant a transmis, le 27 septembre dernier des photos démontrant la mise en place de la clôture délimitant le périmètre autorisé par l'arrêté préfectoral

Par conséquent l'inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet du Rhône, de lever la mise en demeure du 07 septembre 2021.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle: Mise en demeure du 09/09/2021

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure 09 septembre 2021 -Article 1
Thème(s) : Suivi d'un arrêté Préfectoral de mise en demeure
Prescriptions contrôlées : La société SOGRAP, dont le siège social est Allée Barlotti-Rd39 42720 VOUGY, pour la carrière qu'elle exploite à Saint-Marcel L'Éclairé, est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">• de cesser l'activité de stockage de déchets inertes sur les parcelles 308 et 310 situées à l'extérieur du périmètre ICPE ;• de cesser l'activité de transit de déchets inertes sur les parcelles 308 et 310 situées à l'extérieur du périmètre ICPE ; Sous trois mois <ul style="list-style-type: none">• soit de remettre en état les parcelles 308 et 310 en procédant notamment à l'évacuation vers les filières dûment autorisées, de l'ensemble des déchets présents ; soit de déposer un dossier de régularisation (qui pourra viser à intégrer la zone dans le périmètre ICPE), à condition que cette activité soit compatible avec le Plan Local d'Urbanisme ;
Constats: Lors de la visite des installations, l'Inspection des Installations Classées a constaté que des déchets présents à l'extérieur du périmètre autorisée ont été évacués et que la remise en état est en cours de finalisation. L'exploitant a transmis par courriel du 27 septembre des photographies attestant de la mise en place de la clôture délimitant le périmètre autorisé.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : Levé de la mise en demeure établie par arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/09/21 L'inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet du Rhône de lever l'arrêté de mise en demeure du 07/09/2021